

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

*Articles 45, 46 et 48 de l'Ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015  
et l'article 50 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016, relatifs aux Marchés Publics*

Je soussigné,

Nom : .....

Prénom : .....

Qualité : .....

Agissant au nom et pour le compte de (\*).....

Au capital de : .....

dont le Siège Social est situé : .....

Inscrite au R.C.S. ou au R.M sous le n° .....

Immatriculé au SIRET ou SIREN sous le numéro .....

Intervenant dans le cadre du marché de .....

*(\*) Pour les sociétés mentionner le nom de la société.  
Pour les artisans préciser que vous agissez en nom propre.*

**Atteste sur l'honneur que :**

- Je ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de concourir (liquidation judiciaire ou faillite personnelle, condamnation pour fraude fiscale, condamnation à une peine d'exclusion des marchés publics ou interdiction légale) et que l'entreprise que je représente ou toute personne ayant agi sous son couvert, présente dans l'entreprise, n'ont fait l'objet au cours des cinq dernières années d'aucune condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L.8241-1, L.8251-1 et L.8251-2 du Code du Travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L.1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du Code Pénal ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;
- Je certifie que l'entreprise que je représente ou toute personne ayant agi sous son couvert, présente dans l'entreprise, n'ont fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du Code Pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du Code Général des Impôts et aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du code Pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

- J'ai régulièrement souscrit à toutes les déclarations auprès des administrations et organismes fiscaux et sociaux dont la liste est fixée par voie réglementaire et m'engage à porter à leur connaissance toutes les modifications qui pourraient intervenir en cours d'exécution du marché.
- Je certifie ne pas être en état de procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L.640-1 du Code de Commerce, de mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L.653-1 à L.653-8 du Code de Commerce ou de redressement judiciaire instituée par l'article L.631-1 du Code de Commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, qui ne justifie pas avoir été habilité à poursuivre mes activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.
- J'ai satisfait aux obligations fiscales et sociales exigibles au 31 Décembre de l'année écoulée.
  - a) en souscrivant les déclarations m'incombant à cette date en matière d'assiette des impôts et cotisations sociales
  - b) en :
    - m'acquittant des impôts, taxes, cotisations, majorations et pénalités mises à ma charge,
    - ayant constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme responsable du recouvrement
- Je suis à jour du paiement des salaires, charges sociales, des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, des taxes sur le chiffre d'affaire, des taxes assimilées de la taxe professionnelle et d'une manière générale des impôts directs et cotisations indirectes pour lesquels un certificat ne peut être délivré. Je réglerai, pendant l'exécution du marché, tous les salaires, charges sociales, cotisations, impôts directs et indirects, de manière que mon co-contractant ne soit recherché à quelque titre que ce soit et m'engage à en justifier à première demande.
- Je certifie que :
  - je suis assujetti au règlement d'une cotisation auprès d'une caisse de congés payés.  
*(Joindre une copie)*
  - je verse directement à mes salariés leurs indemnités de congés payés et ne les mets pas au chômage pour cause d'intempéries.
- Je certifie que :
  - mon entreprise n'est pas en redressement judiciaire ou soumise à une procédure équivalente régie par un droit étranger
  - mon entreprise est en redressement judiciaire ou soumise à une procédure équivalente régie par un droit étranger et est habilitée à poursuivre son activité jusqu'au .....

(Article L.620-1 du Code de Commerce)

*(joindre le jugement correspondant rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction certifiée en cas de procédure étrangère équivalente au redressement judiciaire).*

- Je certifie que :
  - j'emploie moins de 20 salariés
  - j'emploie au moins vingt salariés
- Je certifie que j'ai satisfait au respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-2, L.5212-5 et L.5212-9 du Code du Travail.
- Je certifie que les prestations objets du présent contrat seront réalisées par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2, R.3243-1, L.2122-10, L.3243-2, L.1221-13 et R.3243-1 du Code du Travail français ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel ils sont rattachés si l'entreprise est étrangère.
- De manière générale, mes salariés n'interviendront pas sur le chantier dans des conditions contraires à la législation du travail, de l'hygiène et de la sécurité.
- Les salariés étrangers éventuellement employés pour l'exécution des travaux, objet du présent contrat sont munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, conformément à l'article L.8251-2 du Code du Travail.

Je certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues à l'article 49 de l'Ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Fait à ....., le .....

*Toutes les pages du présent document devront être paraphées.*

*Un document attestant de la qualité du signataire devra être joint à l'attestation sur l'honneur.*